ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2020 :

La Cour Constitutionnelle proclame les résultats définitifs ce mardi à 15h à son siège

www.lemedium.info

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #

Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0382 du 03 au 09 Mars 2020- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE :

P.3&5

Le flop d'Agbéyomé Kodjo

PRÉSIDENTIELLE 2020 :

Les Pères Evêques ont raté le coche

Mgr Benoît Alowonou, président de la CET

SANTÉ :

Près de 175millions de dépenses en santé en 2016

P.5

Prof Moustafa Mijiyawa, ministre de la Santé

ECONOMIE :

Le FMI décaisse 34,6 millions de dollars au Togo au titre du FEC

Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances.

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.

Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo du jour

Matin:
Partiellement couvert
33°C

Après-midi:
Partiellement couvert
27°C

EDITO

Soyons positifs dans nos actes et pensées

Nous devons certes nous critiquer dans nos manières d'agir et pourquoi pas de penser mais il est une chose que nous devons incorporer à notre aptitude au perfectionnement, c'est bien d'être positifs dans nos actes et pensées.

L'heure n'est plus à vouloir le mal de son prochain pour raison de leadership ou quoi que ce soit, même pour des raisons politiques. L'essentiel est que nos actions en elles-mêmes reflètent une grandeur d'esprit et de motivation d'une évolution significative.

Nous en avons les moyens et surtout les potentialités pour y arriver. Cependant avouons-le humblement, il nous manque seulement une réelle volonté de transformer nos faiblesses en forces et nos insuffisances en capacités évidentes. Ceci ne nous est pas sans pour autant impossible. Une petite dose de bonne volonté et une ferme décision de ne pas vouloir le mal à autrui nous y amènerait. Et nous en sommes capables, journalistes, politiciens, hommes d'affaires, bref nous acteurs de cette société qui nous a vus naitre, grandir et qui surement nous verra partir.

Changeons de comportements tout simplement.

Crédo TETTEH

LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse,Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos: KEKERE Razak
Impression : ST Louis, Doulassamé-LOME Tél :22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (**90 97 52 56**)

SOCIETE: Les Jeunes cadres et Entrepreneurs du C.J.D pour la poursuite du projet présidentiel

Notre pays le Togo est entrain de fermer progressivement la page d'une nouvelle élection présidentielle. Les résultats définitifs par la Cour constitutionnelle sont annoncés pour ce jour. Ce processus qui a suscité l'admiration de tous les observateurs internationaux s'est déroulé dans la paix, la quiétude, et la transparence. Pour les cadres et entrepreneurs du CJD, le Togo vient de faire encore un pas important dans la construction de sa démocratie saluant au passage la maturité du peuple Togolais qui vient encore de réussir un pari, celui d'une élection sans violence.

La table d'honneur lors de la

Dans une déclaration rendue publique, les cadres et entrepreneurs du CJD tiennent à féliciter le candidat du parti Unir, Faure Essozimna Gnassingbé pour sa brillante réélection avec un score sans appel de 72,36 %. Les jeunes du CJD estiment qu'il n'y a plus de temps à perdre et qu'il faut se remettre rapidement au travail.

Pour le CJD, ce pas important qui vient d'être franchi, prouve indubitablement que le Peuple Togolais est capable des merveilles, de prouesses. Le Togo a fait d'énormes réformes et les fruits sont là aujourd'hui. Il faut donc encourager les autorités de ce pays à poursuivre la dynamique, une dynamique d'un Togo meilleur, une dynamique d'un Togo émergent qui doit être soutenue et entretenue par l'ensemble du Peuple Togolais. " L'horizon est bien prometteur. Avec encore un peu de sérieux effort, le Togo deviendra aussi un Etat émergent " indiquent les cadres et entrepreneurs du CJD.

Pour y parvenir, le CJD lance un appel à la jeunesse togolaise pour qu'elle se départît catégoriquement de tout acte susceptible de nuire au développement du pays. La jeunesse du Togo doit se mobiliser autour d'un seul idéal qui vaille la peine : la construction nationale car l'avenir de ce pays se retrouve entre ses mains et c'est à elle de savoir le manipuler et de le diriger dans le bon sens pour que ses futurs petits enfants puissent un jour lui exprimer toute leur reconnaissance pour le bon combat mené.

A la classe politique, les jeunes cadres et entrepreneurs du CJD recommandent de n'avoir que dans ses différents programmes le sens de l'intérêt général. " Certes, le but de tout parti politique est de conquérir et d'exercer le Pouvoir. Mais cette conquête doit toujours se faire en tenant compte de l'intérêt général. Le bien commun doit toujours être bien entretenu et privilégié ", disent les jeunes cadres et entrepreneurs du CJD. Notre pays a eu à connaitre des moments difficiles. " Nous rêvons d'un Togo nouveau, un Togo sans violence.

Un Togo beau, un Togo où le jeu électoral devient un simple jeu bien amusant, un Togo dans lequel la démocratie s'est pleinement enracinée. Mais, cela ne peut se faire sans la classe politique, une classe politique responsable, éprise de paix et du sens du patriotisme ", affirme le CJD.

C'est l'une des raisons pour laquelle ils demandent au gouvernement de poursuivre la dynamique de réformes, de donner encore plus de chances à la jeunesse afin qu'elle élargisse son cadre d'expression. Pour ce faire, estime le CJD, le Gouvernement doit multiplier ses efforts en ce qui concerne le développement du Togo. Toutes les couches sociales doivent faire partie de ses priorités. Personne ne devra être mis de coté. Personne ne doit être lésé. La politique sociale doit être poursuivie pour que le panier de la ménagère ne soit plus menacé. Pour les jeunes cadres et entrepreneurs, ce mandat doit être beaucoup plus social et accentué sur la jeunesse. Le climat des affaires doit être davantage amélioré pour permettre à cette jeunesse d'entreprendre et de s'autosuffire, seule condition d'un gage de développement durable.

Dans le secteur éducatif, le CJD souhaiterait que les réformes entreprises dans les deux universités publiques se poursuivent afin de rendre les conditions estudiantines encore plus meilleures.

Aux partis de l'Opposition, la CJD recommande une mue. " Le monde se modernise quotidiennement. Plusieurs réalités n'arrivent plus à concorder avec celles des années 1990.

Pour éviter un conflit de génération et permettre un débat politique cohérent pour le bien du pays, la classe de l'opposition doit être repensée afin de donner plus de chance aux jeunes qui émergent et qui ne peuvent ramer à contre-courant de l'ère des réseaux sociaux.

Koudjoukabalo

COMUNIDADE ECONOMICA DOS ESTADOS DA AFRICA OCIDENTAL
ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN STATES
COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

COMMUNIQUE

1. La Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) suit avec une grande préoccupation les récents développements politiques, qui sont à l'origine de la vive tension qui règne actuellement dans le pays.
2. Ces derniers développements qui sont marqués par les investitures successives de deux Chefs d'Etat, en dehors des cadres légaux et constitutionnels au moment même où le contentieux relatif aux élections présidentielles est pendant devant la Cour Suprême, et la coexistence de deux Premiers Ministres, viennent mettre à mal les efforts engagés en vue d'une sortie heureuse de la crise post-électorale à laquelle est confronté le pays.
3. La Commission de la CEDEAO exprime sa vive inquiétude au sujet des risques de conflits internes graves liés à la dégradation prolongée de la situation politique et demande qu'il soit, sans délai, mis un terme aux actions prises, synonymes d'anarchie.
4. La Commission de la CEDEAO condamne fermement ces voies de fait et autres actions qui sont contraires aux valeurs et principes démocratiques partagés au sein de l'espace communautaire de la CEDEAO. Ces actions portent atteinte à l'ordre constitutionnel établi et exposent tous leurs auteurs à des sanctions.
5. La Commission de la CEDEAO note avec grande inquiétude, l'immixtion des Forces de Défense et de Sécurité dans la sphère politique et leur demande instamment de se tenir à l'écart du champ politique et d'observer une position de neutralité absolue vis-à-vis de tous les acteurs politiques.
6. La Commission rappelle en conséquence les termes de ses précédents communiqués publiés les 21 et 28 février 2020 et souligne fermement que la CEDEAO ne peut pas reconnaître des organes créés et installés en dehors des cadres constitutionnels et légaux régulièrement prévus par les lois bissau-guinéennes.
7. La Commission de la CEDEAO réitère la nécessité absolue de s'en tenir au processus électoral en cours qui doit aller à son terme avec le règlement du contentieux électoral actuel. A cet effet, la Commission prendra des initiatives afin de parvenir à une résolution de cette impasse post-électorale.
8. La Commission de la CEDEAO lance par ailleurs, un appel à tous les acteurs impliqués dans la crise post-électorale actuelle afin qu'ils s'abstiennent de quelques initiatives qui pourraient aggraver la situation politique et compromettre la paix et l'ordre constitutionnel du pays.
9. La Commission de la CEDEAO œuvrera de manière concertée avec tous ses partenaires, en particulier l'Union Africaine, les Nations Unies, la CPLP et l'UEMOA pour éviter de soutenir des processus non légaux qui portent atteinte à la stabilité et à la paix dans le pays et dans la région.
10. La Commission réitère enfin la disponibilité de la CEDEAO à continuer à œuvrer aux côtés de la Guinée-Bissau en vue de la normalisation politique et institutionnelle du pays, gage de la paix et de son développement.

Abuja le 1er mars 2020

Revendeur des logiciels Sage

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07
www.sogesti.net ; ***info@sogesti.net***

TogoAnnonce.com

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces
Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois-
www.togoannonce.com

PRÉSIDENTIELLE 2020 :

Les Pères Evêques ont raté le coche

Les Évêques du Togo se sont prononcés ce dimanche, exprimant leur doute sur la transparence et l'équité du scrutin présidentiel du 22 février, une semaine après la proclamation des résultats provisoires donnant Faure Gnassingbé largement vainqueur.

Faure Gnassingbé a obtenu 72,36% des voix contre 18,37% pour l'ancien Premier ministre Agbéyomé Kodjo (arrivé en deuxième position), selon les résultats provisoires de la Commission électorale nationale indépendante (Céni). L'opposant conteste les résultats provisoires, dénonçant de "graves irrégularités". Il s'est même autoproclamé peu avant la publication de ces résultats.

Selon les Évêques du Togo, cette élection s'est déroulée dans son ensemble, "dans un climat relativement apaisé".

"Mais pour ce qui concerne la transparence et l'équité du scrutin, on ne peut en dire autant, la main sur la conscience", affirment-ils.

"Afin de résoudre la crise qui s'est installée dans le pays et restaurer la confiance, la Conférence des Évêques du Togo, exhorte les différents protagonistes et les instances du processus électoral à œuvrer pacifiquement au rétablissement de la vérité des urnes", soulignent ces Évêques.

Mgr Benoît Alowonou, président de la CET

Les Pères Evêques du Togo ont raté le coche

Pour un message d'amour espéré, les Evêques ont plutôt choisi d'envenimer les choses et d'être beaucoup plus sources de tension politique et d'aigreur. Pour une sortie, ce fut carrément raté. Bien plus, c'est une sortie qui vise à soulever les gens. Une sortie qui a pris carrément faits et causes pour l'opposition et notamment le candidat de la dynamique Mgr Kpodzro, leur collègue dans la foi. Normal de se soutenir, cependant diabolique de le faire dans du mal. Lorsqu'on conduit le Peuple de Dieu, il faut faire bien attention à ne pas prendre des positions *hasardeuses, partiales et surtout partisanes.

En adoptant cette posture, on divise plutôt qu'on ne cherche à rassembler. Et c'est en cela que le dernier message de la conférence épiscopale du Togo constitue une dérive grave, une sortie bien ratée. Mais Dieu merci, l'opinion publique nationale et internationale peut se faire une idée aujourd'hui de ceux qui animent cette conférence épiscopale. Ils ont pris simplement partie pour le camp de l'opposition. Longtemps et difficilement caché, le rôle trouble de l'église catholique dans la politique togolaise est enfin exposé.

Nos Evêques ne peuvent plus aujourd'hui se cacher derrière leur soutane pour endormir les populations. *Tous leurs* propos, soit dit, de paix et *rassembleurs* demeurent biaisés et à sens unique. Et s'ils laissaient carrément leur soutane pour faire la politique en transformant la Conférence épiscopale du Togo en un parti d'opposition. Au moins, ils auraient le mérite de s'assumer et seraient en paix avec leur conscience *et avec Dieu, que* de chercher à chaque fois à troubler l'eau.

Manifestation dispersée dans l'enceinte du collège Saint Joseph, condamnée

Les Évêques du Togo condamnent les "intrusions abusives" des forces de l'ordre "dans les espaces privés et sacrés de l'Église".

Vendredi dernier, les forces de l'ordre s'étaient introduites dans l'enceinte du Collège Saint Joseph, pour disperser un petit groupe de manifestants à coups de gaz lacrymogènes, suite à l'appel de Mgr Kpodzro.

Rappelons que les différentes missions d'observations internationales ont salué lundi, la bonne tenue de ce scrutin présidentiel et appelé les candidats au respect des résultats.

L'élection s'est déroulée dans un "contexte global apaisé", avait noté la mission d'observation électorale de l'Union africaine (UA).

De son côté, la mission d'observation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) a invité les candidats à "respecter les résultats issus des urnes et proclamés par les institutions et organes chargées de élections".

La Rédaction
(avec Savoirnews)

POLITIQUE :

Le flop d'Agbéyomé Kodjo

Finalement, c'est Togo presse, le quotidien national dans son édition de vendredi dernier qui avait raison en écrivant que la vie a repris son cours normal à Lomé et dans les autres villes de l'intérieur du pays où les populations font preuve d'une lucidité en refusant de sortir dans les rues pour casser et piller, préférant vaquer à leurs occupations quotidiennes.

Eh oui, les Togolais savent aujourd'hui où se trouvent leurs intérêts pour s'offrir de nouveau en spectacle au monde entier à travers des actes qui ne les honorent pas. Il faut être un Agbéyomé Kodjo flanqué du vieux Mgr Kpodzro pour croire que les Togolais sont encore naïfs pour les suivre dans leurs égarements de réclamation d'une prétendue victoire à l'élection. Pour preuve, la poignée de personnes qui était au bas fond du collège St Joseph, plus par curiosité que pour une quelconque manifestation de soutien à Agbéyomé.

Mgr Fanoko Kpodzro

Gabriel Messan Agbéyomé Kodjo

Cette déconvenue s'explique

D'abord, le flou politique qui existe entre les prises de position de Mgr Kpodzro et les déclarations de monsieur Agbéyomé Kodjo. Il est tout à fait vrai que Mgr Kpodzro roule pour son élu Agbéyomé Kodjo. Mais les 18% de Togolais qui ont voté pour ce dernier ne comprennent pas qu'il se taise et se complaise dans sa maison et laisse le vieux, seul, au devant de la scène.

Depuis la proclamation des résultats, à part les contestations du bout de ses lèvres, personne ne l'a vu si ce n'est la pagaille qu'il a voulu créer dans le centre commercial de Deckon lors d'une de ses sorties.

Ensuite, personne, et les soutiens de Agbéyomé en premier, ne croient que c'est lui qui a gagné l'élection du 22 février et donc que toutes ces gesticulations ne sont que des trompe-œil pour amuser la galerie. Si lui, a pu jouer au coude à coude avec Faure Gnassingbé dans la ville de Lomé et dans la région maritime, com-

Suite à la page 5

Zozo

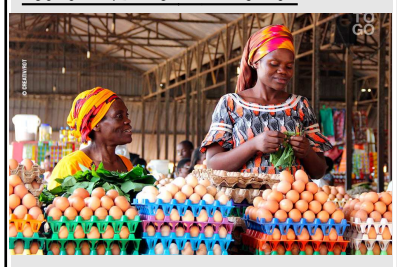
POLITIQUE : LES EGLISES N'ONT PAS À S'OCCUPER DU TEMPOREL

La Conférence épiscopale du Togo estime que l'élection présidentielle ne s'est pas déroulée dans la transparence.
Certes, les évêques reconnaissent que le scrutin s'est tenu dans le calme, mais ils critiquent en même temps 'le manque de transparence et d'équité'.
On ignore sur quels éléments concrets se fondent les religieux.
Ce n'est pas la première fois que la Conférence épiscopale s'invite dans le débat politique.
Les Eglises ont-elles à intervenir dans le domaine politique ? A cette question, on peut donner et on a donné trois réponses différentes. La première juge normal et souhaitable que les Eglises s'expriment sur les problèmes de l'heure, qu'elles donnent des avis sur les orientations et décisions à prendre.
La deuxième estime que par principe, elles doivent s'en abstenir.
Elles ont une tâche et une vocation spirituelles ; elles ne doivent pas s'occuper du temporel.
Une troisième option déclare que normalement, la plupart du temps, les Eglises doivent rester politiquement neutres, mais que dans certains cas exceptionnels, dans des situations totalement inadmissibles, comme, par exemple, l'extermination des juifs par les nazis dans les camps de la mort, elles doivent sortir de leur réserve et se manifester.
Evidemment, au Togo, le scénario n'a rien de comparable.
Source: @Republicoftogo.com

LE MÉDIUM
N° 0382 DU 03 AU 09 MARS 2020

ZOZO

ECONOMIE : DÉLICATE TRANSITION



Une grosse partie de l'économie togolaise repose sur le secteur informel qui emploie des dizaines de milliers de personnes.

Depuis plusieurs années, l'Etat tente de créer un cadre juridique permettant de mieux structurer ces activités. C'est la mission dévolue à la DOSI (Délégation à l'organisation du secteur informel).

Elle est directement rattachée à la présidence de la République. La DOSI en est convaincue, le business informel, si il est mieux organisé, peut être un vecteur de développement.

Grâce à son intervention et ses aides, plus de 300 petites entreprises ont été créées en 2019 générant 1000 emplois permanents.

La Délégation a assuré la formation de 29.954 togolais l'année dernière.

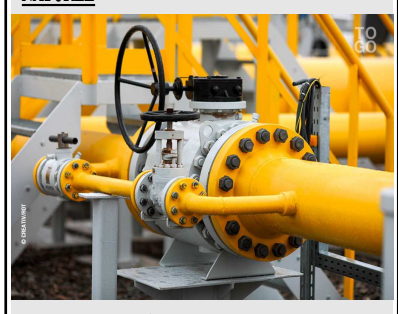
'L'économie informelle constitue un défi majeur pour le développement durable au point où la transition vers l'économie formelle est devenue progressivement une priorité pour un nombre croissant de pays en Afrique', explique Dramane Haïdara, le directeur du Bureau pays de l'OIT.

Cette transition bute sur certaines réalités qu'il sera difficile de surmonter. Les acteurs du secteur informel ne payent aucun impôt ; un manque à gagner considérable pour le budget de l'Etat.

Leur passage vers le formel devra donc s'accompagner d'un certain nombre de compensations afin de ne pas les pénaliser. Un casse-tête pas évident à solutionner.

Source: @Republicoftogo.com

ECONOMIE : REPRISE DES LIVRAISONS DE GAZ NATUREL



La WAPCO (West African Gas Pipeline Company Limited) qui assure le transport du gaz naturel du Nigéria vers le Bénin, le Togo et le Ghana, a repris ses approvisionnements, a-t-on appris dimanche auprès de la compagnie. Le nettoyage et l'inspection des 20 pipelines ont été effectués de Badagry au Nigeria à Takoradi au Ghana.

Les réparations sur le pipeline offshore, long de 569 km, ont été achevée le 23 février, en avance d'un mois sur le calendrier prévisionnel.

Au Togo, l'unique client du gazoduc d'Afrique de l'ouest est la centrale thermique opérée par l'Américain ContourGlobal. Elle a été conçue à l'origine pour fonctionner principalement au gaz naturel.

source: @Republicoftogo.com

publics doivent concevoir de véritables politiques de gestion. Et les consommateurs doivent revenir à des comportements plus écologiques.

Source: @Republicoftogo.com

ECONOMIE NUMERIQUE :

Togo Digital 2025, la stratégie de transformation numérique du Togo en préparation

Le Togo est résolument engagé dans un processus de transformation de son économie et a décidé de faire du numérique la pierre angulaire de cette transformation.

Pour ce faire, le Gouvernement entend tirer pleinement profit du numérique pour libérer le potentiel de croissance économique du pays, améliorer sa compétitivité et enfin assurer une plus grande inclusion sociale notamment via la simplification et l'accessibilité des services publics à destination des entreprises et des citoyens (notamment ceux résidant dans les zones rurales).

Par Koudjoukabalo

Selon un communiqué du Ministère des Postes, de l'Économies Numérique et des Innovations Technologiques (MPENIT), le Gouvernement togolais a reçu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat de consultant relatif à la sélection d'un Consultant (firme) pour une assistance technique en vue de la préparation d'une stratégie de transformation numérique au Togo (" Togo Digital 2025 ").

Dans cette optique, le gouvernement est à la recherche d'un

Mme Cina Lawson, ministre des Postes et de l'Economie numérique

cabinet pour l'accompagner dans l'élaboration de la stratégie " Togo Digital 2025 " qui devra s'articuler autour des deux volets principaux : un programme de transformation numérique de l'administration, pragmatique et focalisé, s'appuyant sur un diagnostic et un Benchmark international à partir desquels une vision cible avec des objectifs quantifiés ainsi qu'une feuille de route détaillant les étapes de mise en œuvre et les prérequis pour les initiatives clés découleront.

Ce programme de transformation numérique devra s'appuyer sur une cartographie détaillée des services publics et des parcours critiques pour le citoyen et les entreprises ; un programme de développement accéléré d'une véritable économie numérique au Togo permettant de favoriser la création d'entreprises innovantes (technologies disruptives au service du développement) et génératrices d'emplois (par exemple BPO) ; mais aussi la définition d'une vision cible pour le développement du secteur du numérique, des initiatives clés, des chantiers transversaux et un modèle de gouvernance.

Au MPENIT, on fait savoir que pour la mise en œuvre efficace et efficiente de cette stratégie, le cabinet devra identifier les " enablers " indispensables à sa bonne mise en œuvre aussi bien en matière d'infrastructures, d'offres de services et de solutions technologiques (par exemple l'identification des citoyens, l'interopérabilité financière, etc.). Cette analyse devra déboucher sur une définition claire des marchés pertinents au Togo et sur une stratégie de développement de ces marchés qui soit avantageuse pour le consommateur togolais.

Les Consultants (Cabinets/Firmes) éligibles sont donc invités de manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations et documents démontrant qu'ils disposent des qualifications requises et d'expériences pertinentes pour exécuter ces services. À ce titre, ils fourniront les informations et documents sur leur domaine d'activité et justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires (attestations de bonne exécution, attestations de service faits).

Selon le MPENIT, les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont : démontrer avoir les qualifications et expérience nécessaires pour cette mission ; années d'expérience et domaines principaux d'intervention ; Qualifications du staff clé proposé et avoir réalisé des missions similaires au cours des trois dernières années.

Il est indiqué que les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant. En cas de groupement, tous les membres du groupement seront solidairement et conjointement responsables pour le contrat dans son intégralité, si ***sélectionné.***

ECONOMIE :

Le FMI décaisse 34,6 millions de dollars au Togo au titre du FEC

L'achèvement de la cinquième revue des résultats économiques obtenus par le Togo dans le cadre d'un programme appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) 1 permet de décaisser environ 34.6 millions de dollars pour le Togo, ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à environ 207.8 millions de dollars.

À l'issue de la réunion du conseil d'administration intervenue il y a quelques semaines, M. Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint et président par intérim du FMI, a estimé que les résultats obtenus par le Togo dans le cadre du programme appuyé par la FEC sont globalement satisfaisants, la reprise économique semble se confirmer, les réformes structurelles avancent et l'assainissement budgétaire se poursuit.

Pour le FMI, les autorités togolaises demeurent déterminées à continuer d'assainir les finances publiques et de réduire la dette. Compte tenu du niveau élevé de la dette, les efforts de mobilisation

Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

des recettes et la priorisation des dépenses devraient être poursuivis, tout en remédiant à la sous-performance des dépenses sociales qui visent à renforcer l'inclusion économique et à réduire la pauvreté. Au cas où les autorités envisageraient de procéder à l'opération de reprofilage de la dette, cette opération devrait conduire à une réduction de la valeur actuelle nette de la dette publique a souhaité le FMI qui indique qu'il conviendrait également de mettre en place les mesures appropriées pour maîtriser les risques y afférents.

En ce qui concerne la privatisation des deux banques nationales, la BTCI et l'UTB, le FMI fait savoir qu'il est important de remédier aux faiblesses des deux banques publiques de manière transparente. Leur privatisation, si elle est conduite avec succès, renforcerait la stabilité financière et réduirait au minimum les coûts pour le budget de l'Etat indique-t-on. Pour le FMI, il importe aussi de suivre attentivement l'évolution plus générale du secteur financier, et de prendre des mesures correctives si nécessaire, notamment concernant le niveau élevé de créances en souffrance.

" Les réformes structurelles se poursuivent au niveau de la politique fiscale, des administrations des recettes et des douanes, et de la gestion des dépenses publiques. Le climat des affaires a été notablement amélioré, ce qui devrait stimuler l'investissement privé intérieur et étranger. Il est essentiel que le cadre légal sur la gouvernance et la lutte contre la corruption qui a été adopté récemment soit pleinement appliqué et que les institutions y afférentes deviennent entièrement opérationnelles " fait remarquer le FMI.

Toutefois, il existe des risques liés à la conjoncture économique mondiale, à la situation sécuritaire régionale et à l'incidence éventuelle du cycle électoral sur l'activité économique intérieure, prévient le ***FMI.***

SANTE : Près de 175 millions de dépenses en santé en 2016

Selon un rapport du ministère de la santé rendu public le mois dernier, les Dépenses Courantes en Santé (DCS) des Togolais se sont élevées à plus de 154 470,8 millions de F CFA en 2015 et 174 883,8 millions de FCFA en 2016. Ce rapport retrace les résultats des comptes de la santé pour les années 2015 et 2016 du Togo.

Prof Moustafa Mijiyawa, ministre de la Santé

Les informations proviennent d'une part des données primaires pour les entreprises privées, les compagnies d'assurance, les mutuelles de santé, les ONG et Associations, les bailleurs et d'autre part des données secondaires pour les différents Ministères et Institutions et les ménages.

Les Comptes de la Santé 2015 et 2016 sont produits sur la base de l'outil SHA 2011.

Les Dépenses Totales de Santé (DTS) qui constituent la somme des Dépenses courantes en Santé (DCS) et celles en formation brute de capital s'élèvent respectivement à 157 873,4 millions FCFA en 2015 et 177 841,3 millions FCFA en 2016.

Pour les années 2015 et 2016, les Dépenses Courantes en Santé s'élèvent respectivement à plus de 154 470,8 millions de F CFA et 174 883,8 millions de FCFA et les dépenses en formations brutes de capital se chiffrent à 2 945,3 millions de FCFA en 2015 et à 2 446,6 millions de FCFA en 2016.

Les paiements directs des ménages représentent 54,5% des DCS en 2015 et 50,4% en 2016.

Les " Régimes de l'Administration Publique et Régimes Contributifs obligatoires de financement de la santé " représentent respectivement 54 525,8 millions de FCFA (35,3%) en 2015 et 66 212,6millions de FCFA (37,9%) en 2016. Les Régimes de financement du reste du monde ont contribué à hauteur de 125,1 millions de FCFA en 2016.

Les " Régimes volontaires de paiement privé des soins de santé " ont contribué à 15 704,9millions de FCFA (10,2%) en 2015 et à 20 375,5 millions de FCFA (11,7%) en 2016. Ces régimes sont assurés à 2,3% par les entreprises ; 3,6% par les systèmes de financement des ISBLSM et 5,8% par les régimes d'assurance maladie facultative.

La répartition des DCS selon les prestataires de soins se présente comme suit : les détaillants et autres prestataires de biens médicaux avec 49 449 millions de F CFA en 2015 (32,1%) et 51 769,1 millions de F CFA (29,7%) en 2016 ; les Hôpitaux avec 21 725,3 millions de FCFA (14,1%) en 2015 et 27 457,6 millions de FCFA (15,7%) en 2016) ; les Prestataires de services administratifs et de financement du système de soins de santé avec 21 299,7 millions de FCFA (13,8%) en 2015 et 20 190,1 millions FCFA (11,5%) en 2016 ; les prestataires de soins de santé ambulatoire avec 23 078,8 millions de FCFA (14,9%) en 2015 et 28 257,6 millions de CFA (16,2%) en 2016 ;

les Prestataires de soins préventifs avec 20 235,9 millions de FCFA (13,1%) en 2015 et 28 781,0 millions de FCFA (16,5%) en 2016 ; les prestataires de services auxiliaires avec 18 305,8 millions de FCFA (11,9%) en 2015 et 17 801,7 millions de FCFA (10,2%) en 2016. Le reste de l'économie avec 246,8 millions de FCFA (0,2%) en 2015 et 474,3 millions de FCFA avec un taux de (0,3%) en 2016.

Selon les conclusions de ce rapport, en ce qui concerne la dimension fonction de soins de santé, les Dépenses Courantes en Santé sont réparties comme suit : les Soins Préventifs avec 22 201,3 millions de FCFA et représentent 14,4% de la DCS en 2015 et 31 653,3 millions de FCFA en 2016 soit 18,1% des Dépenses Courantes en Santé ; les Soins curatifs avec 43 059,9 millions de FCFA (27,9%) en 2015 et 53 312,2 millions de FCFA (30,5%) en 2016 ; les Biens médicaux avec 49 449,0 millions de FCFA (32%) en 2015 et 51 769,1 millions de FCFA (29,6%) en 2016; la Gouvernance, l'administration du système de santé et les financements avec 21 299,7 millions de FCFA (13,8%) en 2015 et 20 170,1 millions de FCFA (11,5%) en 2016 ; les services auxiliaires (Laboratoire d'analyses Médicales) avec 18 305,8 millions de FCFA (11,9%) en 2015 et 17 801,7 millions de FCFA (10,2%) en 2016.

Il est à souligner que les autres fonctions des soins de santé sont à moins de 0,1% pour les deux années concernées.

Selon la dimension genre, le sexe féminin représente près de 85 418,5 millions de FCFA (55,3%) des Dépenses Courantes en Santé contre 69 052,3 millions de FCFA (44,7%) pour le sexe masculin en 2015 et 97 119,8 millions de FCFA (55,5%) contre 77 764,0 millions de FCFA (44,5%) pour l'année 2016. Selon la répartition par âge, les dépenses pour les moins de 5 ans représentent 48 466,8 millions de FCFA (31,4%) et 106 004,6 millions de FCFA (68,6%) pour les plus de 5 ans pour le compte de l'année 2015. En 2016, ces dépenses représentent 52 871,0 millions de FCFA (30,2%) pour les moins de 5 ans et 122 012,2 millions de FCFA (69,8%) pour les plus de 5 ans.

Considérant les dépenses effectuées par maladie et affection, les maladies infectieuses et parasitaires, considérées comme maladies prioritaires occasionnent plus de dépenses ; ce sont le paludisme avec un volume de dépenses de 45 101,7 millions de FCFA en 2015 et 53 484,9 millions de FCFA en 2016, le VIH/SIDA et les autres IST (17 355,8 millions de FCFA en 2015 et 25 661,9 millions de FCFA en 2016), la tuberculose (729,5 millions de FCFA en 2015 et 1 592,5 millions de FCFA en 2016). Les dépenses en matière de la santé de reproduction représentent 18 040, 8 millions de FCFA en 2015 et 17 171,9 millions de FCFA en ***2016.***

POLITIQUE : Le flop d'Agbéyomé Kodjo

Suite de la page 3

ment lui sera-t-il possible de faire mieux dans les localités de l'intérieur du pays qu'il n'a même pas pu visiter lors de sa campagne électorale. Du coup, la revendication d'Agbéyomé est peu crédible pour susciter un engouement populaire pour l'accompagner dans cette idée folle d'une contestation des résultats de l'élection présidentielle.

Enfin, et c'est le plus important, les Togolais ont vu comment Faure Gnassingbé et les militants de UNIR se sont battus avant et pendant la campagne électorale pour amener les Togolais à voter pour la victoire finale. Partout au Togo, il n'est de ville, de village ou de hameau où UNIR n'a posé ses valises pour expliquer le programme de son candidat et convaincre les populations à y adhérer. Ne parlons pas des meetings du candidat lui-même qui suscitaient de la ferveur et de l'enthousiasme. Les images étaient parlantes, tout le contraire d'Agbéyomé Kodjo qui a bouclé sa campagne à l'intérieur du pays en 5 jours. Qui peut croire que dans une telle situation, il réclame une victoire et que des gens puissent le suivre dans sa démarche ?

C'est une leçon que les Togolais ont administré au tandem Agbéyomé Kodjo- Mgr Fanoko Kpodzro. Il est révolu le temps de manipulation des populations qui de nos jours, sont plus futées que les politiciens. Fabre en a pris pour son grade pendant cette élection. Agbéyomé va l'expérimenter aussi avec ce comportement moyenâgeux qui ne l'honore pas du tout. Ne parlons même pas de son soutien qui, de par son attitude, joue un jeu malsain et menace la cohésion de l'église catholique au Togo. Une caution morale d'une telle envergure ne saurait adopter cette posture de va-t-en guerre contre UNIR et son candidat Faure Gnassingbé au profit d'un illusionniste qui ne rêve que de pouvoir et le pouvoir absolu. Il se plait de dire à qui veut l'entendre qu'il est le fils spirituel de feu Gnassingbé Eyadéma et donc, qu'il lui revient d'office d'accéder au fauteuil présidentiel de ce simple fait. Mais alors, que reproche-t-il donc au fils biologique Faure Gnassingbé qui a déjà fait ses preuves et à qui les populations accordent leur confiance ?

Pas de doute, le peuple togolais a muri et croit au schéma de développement que Faure Gnassingbé lui propose pour une émergence rapide du pays. Les hommes et femmes de ce pays ont compris que les querelles stériles, les manifestations tous azimuts, les casses et le vandalisme ne servent à rien, si ce n'est de retarder le pays. Ils ont beaucoup appris de la dernière crise politique de 2017-2018 et ne sont plus prêts à répéter cette erreur. Agbéyomé Kodjo et Fanoko Kpodzro auraient beau appelé à manifester pour la vérité des urnes, aucun Togolais ne les suivra.

La vérité des urnes, c'est la CENI qui l'a proclamée provisoirement et la Cour Constitutionnelle qui va la valider. Les lois du pays permettent à Agbéyomé de contester avec les procès verbaux en sa possession. Ce qui a été fait d'ailleurs si l'on en croit l'intéressé lui-même. Ce qui veut dire qu'il a confiance aux institutions de la République. On ne comprend donc plus pourquoi il gesticule depuis sa maison. A moins que ce ne soit une comédie de plus, puisqu'il est coutumier du fait.

ALI SAMBA

ZOZO

POLITIQUE : TRAVAIL RIGOUREUX

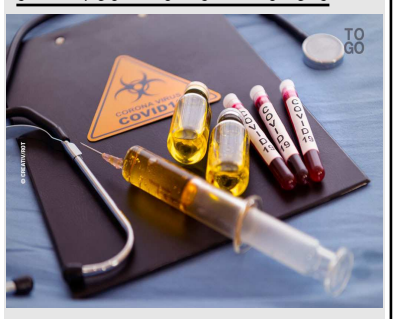
La promulgation des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 22 février dernier revient à la Cour constitutionnelle.

La plus haute juridiction du Togo n'a pas donné de date. La Commission électorale (Céni) a transmis l'ensemble des résultats.

La Cour doit les examiner, étudier les recours, corriger d'éventuelles erreurs. Un travail rigoureux. Le président de l'institution, Aboudou Assouma, préfère prendre son temps.

Source: @Republicoftogo.com

SANTE : CONTRÔLES RENFORCÉS



Le développement du nouveau coronavirus (covid-19) à l'Europe inquiète. A quand le tour de l'Afrique de l'ouest, se demandent de nombreux Togolais. Les mouvements de population sont évidemment propices à l'expansion du virus.

Aucun cas n'a été détecté au Togo pour le moment, confirme Wembo Halatoko, médecin biologiste et directrice générale de l'Institut national d'hygiène (INH). Elle assure un suivi heure par heure au sein de la cellule nationale de veille.

A l'aéroport, les contrôles ont été renforcés, d'autant que de nombreux avions d'Ethiopian Airlines s'y posent chaque jour. Or cette compagnie continue de desservir la Chine.

Mais maintenant que l'épidémie s'est déclarée en Italie et en France, la menace s'étend.

Pas de panique cependant, à ce stade, tout est sous contrôle.

Source: @Republicoftogo.com

Zozo

FAITS DIVERS : QUI EST LE PROPRIÉTAIRE DU AL HANI ?

Le cargo Al Hani, battant pavillon togolais, a subi une grave avarie le 28 février dernier alors qu'il mouillait dans le détroit de Kertch (mer Noire). Un ingénieur de bord a été gravement blessé.
Le navire a poursuivi son voyage vers Berdyansk en Ukraine.
Le site spécialisé 'Maritime Bulletin donne l'information ce lundi.
Selon le site, ce bateau, sous pavillon togolais, est géré par une société libanaise, mais il appartiendrait en réalité à un armateur syrien.
Il fait route vers Istanbul.
source: @Republicoftogo.com

ENVIRONNEMENT : POLLUTION : LE TOGO EST PRESQUE NEUTRE

Le Togo n'est pas un gros pollueur. Pas de grosses industries sur le territoire. Les émissions de gaz à effet de serre sont très limitées.
Mais, estime Joseph Yaovi Kogbe, le responsable du 'Réseau Climat et Développement', les bonnes pratiques doivent se poursuivre pour éviter de grimper dans les émissions de CO2.
'Le pays doit mettre dans ses axes prioritaires, la lutte contre l'agriculture sur brûlis, la déforestation et revoir le niveau d'émission des industries implantés dans la zone portuaire", explique-t-il.
Un programme gouvernement axé sur la protection de l'environnement prévoit la restauration des paysages forestiers, la définition des cibles pour l'atteinte de la neutralité en matière de dégradation des terres.
Source: @Republicoftogo.com

CORIS PROTECT
*OFFRE SOUMISE À CONDITIONS
INDEMNITE EN CAS DE DECES
FRAIS MEDICAUX
INDEMNITE EN CAS D'INVALIDITE
UNE ASSURANCE PREVOYANCE*
à seulement 1000 FCFA/MOIS
• Frais médicaux en cas d'accident;
• Indemnité en cas de décès toutes causes;
• Indemnité en cas d'invalidité absolue suite à une maladie ou un accident
La Banque Autrement
https://togo.coris.bank
CORIS BANK INTERNATIONAL

BOA Express
TRANSFERT D'ARGENT
RAPIDE ET SÉCURISÉ
• Bénin
• Burkina Faso
• Côte d'Ivoire
• Mali
• Niger
• Sénégal
• Togo
Sans doute le service de transfert d'argent le moins cher !
Plus d'information dans nos agences
BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK

annonce

A l'occasion de la Journée Internationale de la Femme

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

organise

UNE COLLECTE DE SANG

6 VENDREDI MARS 2020
à partir de 7H00
au siège de l'OTR

DONNONS DU SANG POUR SAUVER DES VIES !

8201 | Office Togolais des Recettes - OTR | www.otr.tg | FÉDÉRER POUR BATIR www.otr.tg

UPF
UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE-TOGO

CNTS
Sauvons des vies

C M J N